



**Visite au Canada
du
premier ministre de la Chine,
M. Wen Jiabao,**

du 10 au 12 décembre 2003

Cahier d'information

Canada

DOCS
CAI EA 2003V38 EXF
Visit to Canada by Wen Jiabao
Premier of China December 10-12,
2003 : background information. --
16387023

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
7 2662010 9E05 E

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

Les relations entre le Canada et la Chine 7

Le Canada et la Chine : échanges commerciaux et investissements 15

Chine (fiche technique) 19

Hong Kong (Chine) (fiche technique) 20

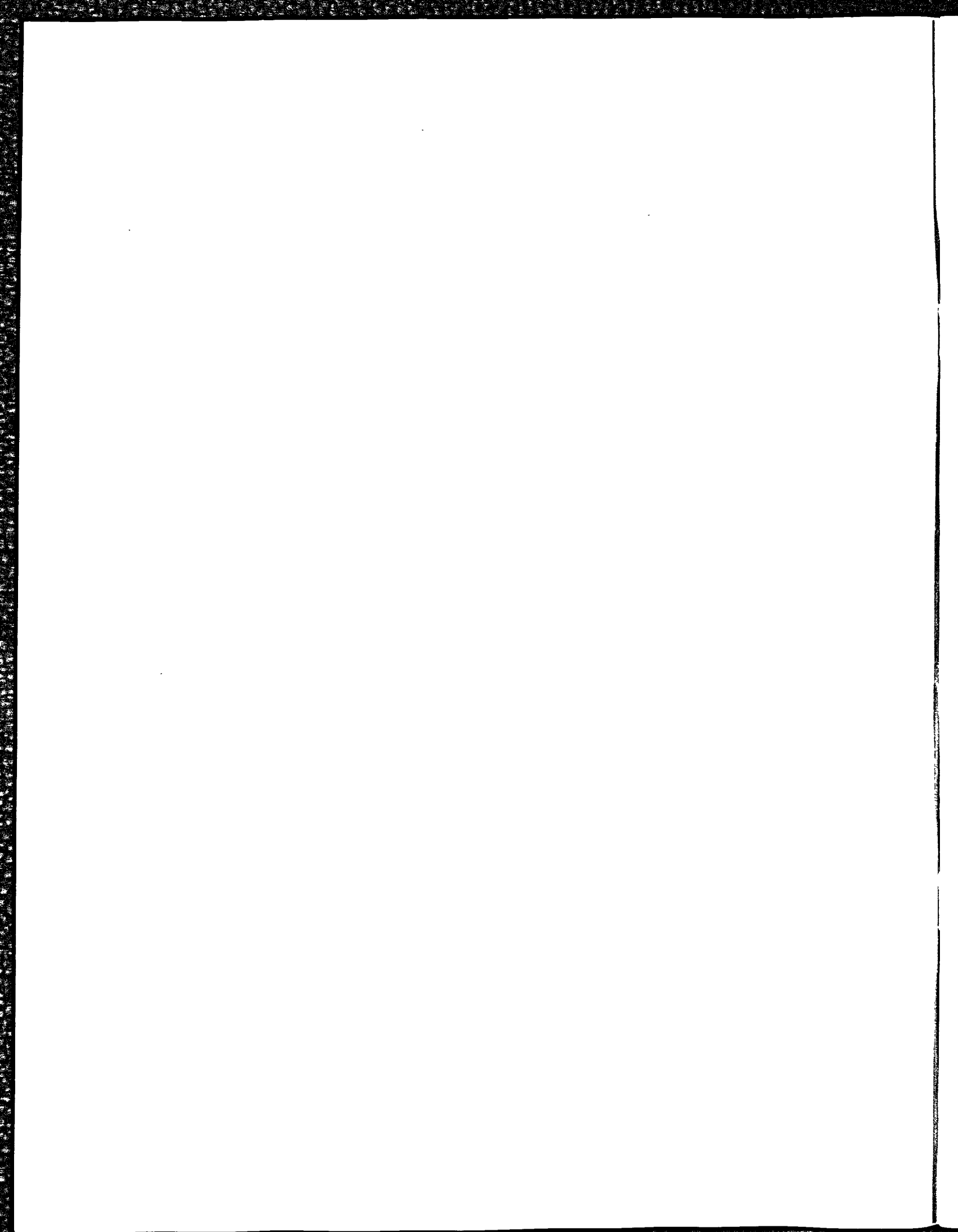
Notices biographiques

Le premier ministre de la Chine, M. Wen Jiabao 23

Le ministre des Affaires étrangères, M. Li Zhaoxing 24

Le ministre responsable de la Commission du développement national
et de la réforme, M. Ma Kai 25

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 26



Renseignements généraux

Les relations entre le Canada et la Chine

- Le Canada et la Chine ont établi des relations diplomatiques en 1970. Pour la première fois, en octobre 1973, un premier ministre canadien, Pierre Elliott Trudeau, a rendu une visite officielle en Chine.
- Les missions commerciales d'Équipe Canada conduites par le premier ministre Jean Chrétien en Chine en 2001 comme en 1994 ont resserré les liens entre les deux pays et ouvert la voie à de nombreuses visites de représentants de haut rang. Depuis 1994, des ministres canadiens et chinois ainsi que des dirigeants provinciaux canadiens et des gouverneurs chinois ont effectué chaque année plusieurs visites dans l'un ou l'autre pays.
- Le premier ministre Chrétien s'est rendu en Chine pour la sixième fois en octobre 2003 et les deux pays ont annoncé à cette occasion le lancement de nouvelles initiatives visant à raffermir la collaboration dans les domaines suivants : environnement, éducation, pratiques législatives, santé et agriculture. Plusieurs visites ont eu lieu en 2003, dont celles des ministres canadiens de la Défense et de l'Environnement en septembre, des ministres des Affaires étrangères en juin et de la Coopération internationale en janvier. En août 2002, le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) a dirigé une mission commerciale d'Équipe Canada Junior en Chine, où il s'est rendu de nouveau plus tard la même année.
- Le président Jiang Zemin a effectué une visite d'État au Canada en 1997, après le Sommet de l'APEC à Vancouver. Le premier ministre Zhu Rongji est venu au Canada en 1999. Le ministre chinois du Commerce a effectué une visite au Canada en juillet 2003 et le juge en chef du Parquet populaire suprême a conduit une délégation au Canada la même année. Ces visites ont été précédées de celles des ministres chinois des Affaires civiles et de la Défense en 2002.
- En 1999, le ministre chinois du Commerce extérieur et de la Coopération économique est venu au Canada pour signer l'accord entre le Canada et la Chine sur l'accession de cette dernière à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et pour assister à l'assemblée générale annuelle du Conseil commercial Canada-Chine qui s'est tenue à Toronto. Le premier magistrat de la Région administrative spéciale de Hong Kong a effectué une visite au Canada en avril 2000.
- En tant que pays de la région du Pacifique et membres des Nations unies et du forum régional de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Canada et la Chine partagent les mêmes préoccupations en matière de paix et de sécurité à l'échelle mondiale et régionale. Les deux

pays continuent d'échanger leurs vues en ce qui concerne la campagne internationale contre le terrorisme, le contrôle et la non-prolifération des armes, les mines antipersonnel, le désarmement, le maintien de la paix, le dossier de la péninsule coréenne et d'autres questions de sécurité régionale.

- Le Canada appuie la réforme économique chinoise en cours ainsi que la transition du pays vers une économie de marché. L'établissement d'une infrastructure solide et l'adoption de lois et de règlements transparents sont des éléments clés de cette transition.
- Le Canada a apporté son ferme appui à l'accession de la Chine à l'OMC. L'accord sur l'accès aux marchés signé avec la Chine en 1999 est entré en vigueur en 2001, lorsque la Chine a joint les rangs de l'Organisation. Aux termes de cet accord, la Chine est tenue de réduire les droits de douane applicables aux produits canadiens et d'accorder aux fournisseurs de services canadiens un plus large accès au marché chinois. Plusieurs projets parrainés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) permettent d'offrir aux décideurs chinois des conseils sur la gestion de la transition vers un système économique qui soit ouvert et basé sur des règles.

Coopération en matière d'environnement et de développement durable

- L'intensification de la coopération avec la Chine dans le domaine de l'environnement est une priorité pour le Canada. Au cours de la visite que le premier ministre a effectuée en Chine en octobre 2003, il a signé une déclaration conjointe en vue de renforcer le dialogue et la coopération en matière de changement climatique.
- En 1998 à l'occasion d'une visite, le premier ministre avait aussi signé une déclaration-cadre pour la coopération environnementale au XXI^e siècle. Celle-ci mettait en place les mécanismes permettant au Canada et à la Chine de travailler conjointement dans des domaines tels que l'efficacité énergétique, les carburants de remplacement et l'énergie propre ainsi que la prévention des inondations et la conservation de l'eau, et de favoriser le resserrement des liens entre les institutions.
- La déclaration-cadre de 1998 constituait la base d'un plan d'action en matière d'environnement signé par le premier ministre de la Chine à l'occasion de sa visite au Canada en 1999. Tel que prévu par le plan d'action, le nouveau Comité conjoint Canada-Chine sur la coopération environnementale a tenu ses deux premières réunions à Vancouver en 2000 et 2002.

- Le ministre canadien de l'Environnement a effectué une visite en Chine et à Hong Kong en septembre 2003. À cette occasion, il s'est entretenu de coopération environnementale et de développement durable avec de hauts représentants de la Chine et de Hong Kong. Le ministre a également renouvelé les protocoles d'entente avec l'Administration d'État chinoise pour la protection de l'environnement et le ministère de la Protection de l'environnement de la Région administrative spéciale de Hong Kong.
- Plusieurs programmes parrainés par l'ACDI, Environnement Canada, d'autres ministères fédéraux et le secteur privé appuient des initiatives chinoises visant à améliorer les lois environnementales et les plans de protection de l'environnement. La coopération est menée, entre autres, dans les domaines suivants :
 - production moins polluante;
 - conservation de l'eau, réduction de la pollution, gestion des bassins hydrographiques et lutte contre les inondations;
 - gestion des ressources naturelles, y compris l'agriculture et la foresterie durables;
 - gestion des déchets dangereux et des déchets solides;
 - application du Protocole de Montréal afin d'atténuer l'appauvrissement de la couche d'ozone;
 - la gestion des réserves naturelles et de la biodiversité;
 - conservation de l'énergie et efficacité;
 - réduction des conséquences néfastes du changement climatique.
- Le Canada apporte un appui direct au Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, un organe de haut niveau chargé de la politique environnementale.

Droits de la personne, gouvernance et primauté du droit

- La situation des droits humains en Chine continue de préoccuper les Canadiens et leur gouvernement. Le Comité mixte Canada-Chine des droits de la personne constitue une tribune pour l'examen approfondi des problèmes dans ce domaine et pour la promotion de la gouvernance, de la primauté du droit et de l'émergence d'une société civile active en Chine. Le Comité tenait sa septième réunion en octobre 2003 à Ottawa.

- Le Canada et la Chine coopèrent dans le domaine des droits de la personne, grâce au Symposium plurilatéral sur les droits de la personne. Celui-ci offre la possibilité aux pays participants qui proviennent principalement de la région de l'Asie-Pacifique d'examiner un éventail de questions s'y rapportant. La première conférence a eu lieu à Beijing en 1998; c'était la première fois que la Chine était l'hôte conjoint d'une activité consacrée aux droits de la personne à laquelle prenaient part plusieurs pays. D'autres symposiums préparés conjointement par le Canada, la Chine et la Norvège se sont tenus en Chine, en Thaïlande et, en mars 2003, en Indonésie. La ratification des traités relatifs aux droits humains ainsi que les questions touchant les droits des travailleurs, les droits humains et les droits de la police et des minorités ont figuré parmi les sujets examinés à ces réunions.
- À l'occasion de leurs visites en Chine, le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le secrétaire d'État (Asie-Pacifique) ont tour à tour soulevé les questions relatives aux droits de la personne et à la saine gestion publique auprès des autorités chinoises.
- En février 2003, une délégation chinoise conduite par le directeur général de l'Administration d'État pour les affaires religieuses est venue au Canada. En 1999, la sénatrice Lois Wilson, ancienne modératrice de l'Église unie du Canada, avait dirigé en Chine une délégation œcuménique de sept membres qui a rencontré des partenaires et des représentants officiels pour examiner des questions ayant trait à la liberté religieuse.
- En 2000, une visite en Chine de la juge en chef de la Cour suprême du Canada a marqué le 15^e anniversaire du déploiement des efforts canadiens pour aider la Chine à opérer des réformes judiciaires et à mettre en œuvre un nouveau cadre juridique.
- Menés en partenariat avec des ministères fédéraux et des organismes canadiens, bon nombre des projets de l'ACDI en faveur de la coopération en matière de développement sont axés sur les droits humains, la gouvernance et l'établissement de la démocratie. Ces initiatives portent notamment sur la formation des juges, la réforme du droit pénal, les droits de la femme, l'aide juridique et l'essor de la société civile.

Immigration

- L'immigration chinoise au Canada a débuté il y a plus d'un siècle. Depuis, près de 1 million de Chinois de souche ont immigré au Canada. La Chine, y compris la Région administrative spéciale de Hong Kong, constitue la première source d'immigrants au Canada, et 33 248 d'entre eux ont été autorisés à s'établir en 2002. Ce chiffre représente 14 p. 100 environ de tous les immigrants reçus au Canada en 2002.
- Un pourcentage élevé d'immigrants chinois sont des travailleurs qualifiés, comme des informaticiens et des ingénieurs, de telles compétences étant très en demande au Canada.
- Plus de 70 p. 100 des immigrants chinois se sont établis à Vancouver ou à Toronto. Le chinois est la troisième langue parlée au Canada, après l'anglais et le français.
- Grâce aux efforts de Citoyenneté et Immigration Canada et de la Gendarmerie royale du Canada, le Canada veut accroître la coopération avec les autorités chinoises pour lutter contre la migration clandestine et le trafic de personnes. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration s'est rendu en Chine en 2000 dans le but de bâtir la coopération en ce domaine. Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada a effectué deux visites en Chine, en 2000 et en 2002. À l'occasion de la visite du premier ministre Zhu Rongji au Canada en 1999, un protocole d'entente sur la coopération dans la lutte contre la criminalité a été signé.

Relations universitaires

- En 2002, la Chine était au deuxième rang des pays pour le nombre de ses étudiants au Canada. Bien que la Chine prenne des mesures en vue de développer son secteur de l'enseignement postsecondaire, sa capacité en ce domaine restera limitée pendant encore un certain temps; les Chinois seront encore très nombreux à vouloir étudier à l'étranger. Les liens entre le Canada et Hong Kong dans le domaine de l'éducation sont particulièrement solides, le Canada étant la destination de choix d'un nombre croissant de Hongkongais désirant étudier à l'étranger. En outre, Hong Kong est le lieu de résidence d'au moins 100 000 anciens étudiants des universités canadiennes qui prennent part aux activités de la vingtaine d'associations qui les regroupent.
- Le programme d'échanges universitaires entre le Canada et la Chine permet à des étudiants diplômés et à des professeurs canadiens et chinois d'étudier et de mener des travaux de recherche dans l'un et l'autre pays. Plus de 750 universitaires des deux pays ont participé au programme depuis sa création en 1973. Au cours de sa visite d'octobre 2003,

le premier ministre a signé un protocole d'entente visant à renouveler et à moderniser ce programme. Des universités hongkongaises et canadiennes offrent une trentaine de programmes de coopération permettant à des étudiants et à des professeurs de prendre part à des projets de recherche ou d'échanges. En 1991, une école internationale canadienne a été établie à Hong Kong. Aujourd'hui, près de 1 400 enfants la fréquentent, et l'enseignement qui y est dispensé est fondé sur des programmes canadiens.

- Depuis le début des années 1980, l'ACDI favorise les activités susceptibles de donner une base solide et permanente aux contacts personnels et professionnels entre universités et collèges du Canada et de la Chine. En outre, le nombre de programmes autofinancés est à la hausse.
- Depuis 1998, le Réseau des centres d'éducation canadiens, filiale en propriété exclusive de la Fondation Asie-Pacifique du Canada, gère un bureau à Beijing afin de promouvoir les activités canadiennes d'enseignement et de formation.
- Plusieurs centaines d'universitaires enseignent et mènent des travaux de recherche consacrés au Canada dans 32 centres ou programmes d'études canadiennes offerts dans des universités, des collèges et des instituts de recherche de pointe partout en Chine. Ces centres font partie de l'Association des études canadiennes en Chine, forte de 200 membres, qui cherche à promouvoir les échanges culturels et universitaires et à mieux faire connaître le Canada. D'autres initiatives subventionnées par le Canada servent à favoriser les études canadiennes en Chine, dont un programme de soutien des bibliothèques ainsi que des bourses de recherche et de publication.

Coopération en matière de développement

- L'ACDI, principale organisation canadienne d'aide au développement, a entrepris de nouer des relations avec le gouvernement chinois en 1981. Un accord de coopération générale entre les deux pays a été signé en 1983. L'objectif principal du programme de l'Agence en Chine est de réduire la pauvreté; l'égalité des sexes demeure toutefois un important thème secondaire.
- Les trois priorités de la programmation de l'ACDI en Chine sont les suivantes : soutenir la réforme et la coopération économiques, promouvoir la durabilité de l'environnement, et encourager les améliorations dans le domaine des droits de la personne, de l'établissement de la démocratie et de la bonne gouvernance. En octobre 2003, l'ACDI et le ministère chinois du Commerce ont signé une lettre d'intention visant à faciliter le développement de la coopération dans le domaine de la rédaction législative, de la santé, de l'agriculture et de l'environnement.

- L'ACDI fournit de l'aide au développement à la Chine plus qu'à tout autre pays.
- Les sommes déboursées par l'ACDI au titre du programme bilatéral, lequel constitue l'élément central de la coopération canadienne en matière de développement en Chine, se sont élevées à 65,45 millions de dollars en 2001-2002. L'aide canadienne s'étend également à des projets exécutés par des groupes canadiens sans but lucratif et privés, ainsi que par le Centre de recherches pour le développement international. Le Canada apporte en outre une contribution aux activités d'organismes multilatéraux en Chine, comme le Programme des Nations unies pour le développement, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé.
- Voici quelques exemples de projets de développement parrainés par le Canada qui sont menés actuellement en Chine.
 - **Le projet de coopération entre le Canada et la Chine pour la production moins polluante** (10,5 millions de dollars, 1996-2003) vise à remédier aux graves problèmes de dégradation de l'environnement et de pollution industrielle en Chine, lesquels découlent de la vétusté des infrastructures industrielles et du recours à des pratiques de gestion et à des techniques de production dépassées. Le projet a contribué à l'amélioration des pratiques industrielles et mené à l'adoption de nouvelles lois sur la production moins polluante.
 - **Le projet de développement agricole durable dans la région autonome de la Mongolie intérieure** (3,5 millions de dollars, 2000-2005) a permis d'établir dans les prairies de la Mongolie intérieure quatre sites qui montrent les méthodes de développement agricole durable. Il met l'accent sur un programme de formation portant sur les plus récentes techniques de labourage, d'alimentation animale et de pâturage, ainsi que sur l'éducation communautaire et les programmes de recherche.
 - **Le Programme d'élaboration de mesures d'intérêt public, phases I et II** (10,5 millions de dollars, 1996-2004) aide des institutions chinoises clés à entreprendre des réformes stratégiques et des activités de développement en fournissant aux responsables chinois l'accès aux spécialistes des institutions publiques et des entreprises canadiennes. Les projets portent sur la création d'un système national d'aide juridique et la réforme de l'appareil judiciaire.

- **Le Conseil chinois pour la coopération internationale en environnement et en développement, phases II et III** (14,9 millions de dollars, 1997-2007), coprésidé par le vice-premier ministre chinois, aide la Chine à élaborer des politiques intégrées qui se fondent sur les rapports entre la durabilité environnementale et le développement socioéconomique.

Hong Kong

- En 1997, la Chine a recommencé à exercer sa souveraineté sur Hong Kong, devenue une région administrative spéciale en vertu de la formule « un pays, deux systèmes », mettant ainsi fin à 156 ans de règne britannique. En vertu de cette formule, Hong Kong pourra conserver son économie de marché et son mode de vie pendant 50 ans, soit jusqu'en 2047. Sauf en matière de défense et de relations étrangères, Hong Kong peut conduire ses affaires sans ingérence de la part des autorités chinoises. Néanmoins, son avenir économique et politique reste étroitement lié à la Chine continentale. Les fonctionnaires et les gens d'affaires hongkongais conservent de solides liens avec le continent, dont ils connaissent bien la dynamique commerciale et politique. Le Canada souscrit au maintien du statut distinct dont jouit Hong Kong et se réjouit d'avance du renforcement des institutions démocratiques sur le territoire.
- Ayant des intérêts sociaux, politiques et commerciaux à Hong Kong, le Canada a appuyé des efforts, et en a déployés lui-même, afin de maintenir la confiance dans l'avenir de Hong Kong. Les Canadiens sont d'abord venus à Hong Kong en tant que commerçants et missionnaires au milieu du XIX^e siècle. Forte aujourd'hui de 200 000 membres, la communauté canadienne à Hong Kong est la plus grande de son genre en Asie.
- Pendant la Seconde Guerre mondiale, quelque 550 soldats canadiens sont morts en défendant Hong Kong. Ce sacrifice est souligné chaque année par un service commémoratif. En 2000, d'anciens combattants et des membres de leur famille ont effectué un pèlerinage à Hong Kong.
- À l'occasion de la mission d'Équipe Canada de 2001, le premier ministre Chrétien a signé quatre accords et initiatives qui lient le Canada et la Région administrative spéciale de Hong Kong, y compris un protocole d'entente relatif à la coproduction cinématographique et audiovisuelle; un protocole d'entente pour la promotion et l'élaboration de programmes d'apprentissage sur l'Internet et de leurs applications; un accord d'entraide judiciaire en matière pénale; et un plan de travail relatif à la coopération environnementale.

Le Canada et la Chine : échanges commerciaux et investissements

- De tous les grands pays du monde, l'économie chinoise est, aujourd'hui, celle dont la croissance est la plus forte. Depuis la première vente de blé canadien à la Chine, en 1961, et surtout après 1978, lorsque la Chine a lancé son programme de réforme, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont intensifiés rapidement, leur valeur ayant plus que doublé entre 1991 et 1997. Ces échanges sont diversifiés et touchent plusieurs secteurs de l'économie canadienne, allant des ressources et de l'agriculture aux logiciels et à la biotechnologie. Plus de 400 entreprises canadiennes sont maintenant établies en Chine, leur nombre ayant plus que doublé depuis 1995.
- Le Conseil commercial Canada-Chine est au cœur des efforts déployés pour accroître le commerce et l'investissement entre les deux pays. Le Conseil est une organisation privée, sans but lucratif, qui a été constituée en 1978.
- Les missions commerciales menées en 2001 comme en 1994 par Équipe Canada en Chine, et présidées par le premier ministre Jean Chrétien, ont profité à des centaines d'entreprises canadiennes. Elles ont stimulé les échanges commerciaux bilatéraux et favorisé des partenariats qui restent florissants.
- Exportation et développement Canada a ouvert un bureau à Beijing afin d'appuyer les exportateurs canadiens. Il s'agit d'un partenaire clé pour les entreprises canadiennes qui évoluent dans le marché chinois, hautement concurrentiel.
- La politique commerciale canadienne et les activités de promotion des exportations sont menées par l'entremise de quatre missions régionales en Chine, à savoir l'ambassade du Canada à Beijing, les consulats généraux à Guangzhou et à Shanghai et le consulat à Chongqing. Le consulat général de la Région administrative spéciale de Hong Kong suit de près les activités de promotion commerciale déployées par le Canada en Chine. Grâce à leur partenariat avec le Conseil commercial Canada-Chine, les entreprises canadiennes prêtes à exporter peuvent également obtenir une aide à l'exportation dans les centres régionaux de Qingdao, Chengdu, Shenzhen et Shenyang.
- En tant que nouveau membre de l'OMC, la Chine est tenue d'appliquer et de respecter les règles internationales qui régissent les relations commerciales. Il en est résulté un meilleur accès aux marchés chinois dans pratiquement tous les secteurs, dont les plus importants sont les services

financiers et l'agriculture. Dans le cadre de l'OMC, le Canada coopère avec la Chine pour qu'elle réduise plus encore les obstacles au commerce.

- La Chine (Hong Kong non comprise) est le troisième partenaire commercial du Canada, derrière les États-Unis et le Japon, et le quatrième marché d'exportation du Canada derrière les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. En 2002, la Chine est devenue le deuxième marché d'importation du Canada, détrônant le Japon qui occupait cette place depuis longtemps.
- En 2002, le Canada était la 15^e source des importations de la Chine et la 13^e destination pour ce qui est des exportations de ce pays.
- Les exportations canadiennes de biens et de services vers la Chine durant les neuf premiers mois de 2003 ont totalisé 3,35 milliards de dollars, en hausse de 13,7 p. 100 par rapport à la même période en 2002. Les importations canadiennes de biens et de services de la Chine pour les neuf premiers mois de 2003 ont totalisé 13,58 milliards de dollars, soit 18,6 p. 100 de plus que durant la même période en 2002.
- Les exportations canadiennes de biens à destination de la Chine, qui représentaient 2,7 milliards de dollars en 1999, se sont établies à 4 milliards environ en 2002, devenant en même temps extrêmement diversifiées. Les quatre principaux secteurs d'exportation ont été la pâte de bois, les pièces d'autos, les engrais et les produits chimiques organiques, représentant 46 p. 100 du total des exportations canadiennes en Chine. En 2002, les pièces automobiles ont supplanté les céréales, les semences et les fruits, devenant ainsi le deuxième secteur d'exportation du Canada en Chine. Le Canada se classe au 14^e rang des exportateurs de biens vers la Chine.
- Les échanges sino-canadiens dans le domaine des services ont augmenté de 11 p. 100 en moyenne chaque année entre 1998 et 2001. En 2001, les exportations canadiennes de services à destination de la Chine se sont élevées à 757 millions de dollars, ce qui fait du Canada le 12^e exportateur de services dans ce pays.
- Les importations canadiennes de marchandises en provenance de la Chine, qui se sont élevées à 16 milliards de dollars environ en 2002, étaient principalement des machines électriques et autres, des jouets et des articles de sport, ainsi que des meubles et des vêtements tissés. Même si la majeure partie des importations proviennent toujours du secteur de la fabrication légère, il s'est opéré, depuis 1995, un virage vers des produits à plus grande valeur ajoutée, y compris les produits électroniques de consommation et le matériel de télécommunication.

- L'investissement canadien direct en Chine s'est élevé à 667 millions de dollars en 2002, tandis qu'il était de 587 millions en 2001. De 1997 à 2002, le taux de croissance annuelle a été de 12,6 p. 100. L'investissement canadien en Chine couvre un large éventail de secteurs clés dont l'aérospatiale, la biotechnologie, l'éducation, la finance, la technologie de l'information, la fabrication et les ressources naturelles. Jusqu'à présent, la plupart des investissements canadiens ont été concentrés dans les régions côtières.
- L'investissement chinois au Canada s'est élevé à 224 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport aux 217 millions de dollars enregistrés en 2001. Cette tendance se maintiendra vraisemblablement, compte tenu de l'expansion commerciale de la Chine et de l'appui du gouvernement chinois.

Hong Kong

- Depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, Hong Kong demeure un territoire douanier distinct et conserve son statut de membre indépendant à l'OMC et au sein de l'APEC, mais sous le vocable « Hong Kong, Chine ». Hong Kong maintient également son propre système financier et formule ses propres politiques monétaires et financières. Cela comprend l'émission de la devise hongkongaise qui est, pour le moment, couplée au dollar américain. Hong Kong demeure le plus important port de Chine.
- En 2002, le commerce bilatéral entre le Canada et Hong Kong a chuté de 267 millions de dollars, ou 12 p. 100, pour s'établir à 2,2 milliards de dollars, surtout à cause d'une importante baisse des exportations hongkongaises au Canada. Ce déclin est largement attribuable à la libéralisation du commerce ainsi qu'à l'accession de la Chine à l'OMC, ce qui a eu pour effet d'atténuer le rôle traditionnel de Hong Kong comme carrefour commercial de la Chine. Hong Kong est graduellement passé du 14^e rang, en 2000, au 18^e rang, en 2002, parmi les partenaires commerciaux du Canada.
- En 2002, le Canada a été le 19^e fournisseur de Hong Kong et son 10^e client.
- En 2002, le Canada a exporté pour 1,2 milliard de dollars à Hong Kong, principalement des produits des technologies de l'information et de la communication, du nickel et des fruits de mer. D'importants débouchés existent pour approvisionner le marché local de Hong Kong, mais la Région administrative spéciale demeure aussi une importante porte d'entrée en Chine où, estime-t-on, 40 p. 100 des exportations canadiennes aboutissent.

- La valeur des importations canadiennes en provenance de Hong Kong a été de 996 millions de dollars en 2002. Les vêtements tricotés et tissés, les machines électriques et autres ont compté pour environ 63 p. 100 des importations. Certes, les industries légères fournissent encore la majorité de ces importations, mais les biens à plus grande valeur ajoutée, comme les produits électroniques grand public et les équipements de télécommunication, occupent de plus en plus de place.
- Les sociétés canadiennes œuvrant dans les télécommunications, les compagnies d'assurances, les services aux entreprises et les services bancaires sont bien représentées à Hong Kong. La ville accueille la plus importante collectivité d'affaires canadienne en Asie; en effet, plus de 150 entreprises canadiennes y ont leur bureau local ou régional. La Chambre de commerce du Canada à Hong Kong compte plus de 760 membres, ce qui en fait la plus importante à l'extérieur du Canada. Important centre financier, Hong Kong est une passerelle majeure pour les sociétés canadiennes, y compris les petites et moyennes entreprises, qui font des affaires en Chine.
- Les investissements canadiens directs à Hong Kong ont atteint 2,81 milliards de dollars en 2002. Les banques et les compagnies d'assurances canadiennes y sont les principaux acteurs, détenant quelque 70 p. 100 de l'ensemble des investissements canadiens.
- Les investissements hongkongais au Canada sont en plein essor. Ils ont atteint 4,9 milliards de dollars en 2002, en hausse de 28,3 p. 100 sur l'année précédente. Huitième source d'investissement étranger au Canada, Hong Kong y est très active dans une variété de secteurs, notamment l'électronique, les textiles, les télécommunications, les plastiques, le pétrole et le gaz, le transport maritime, l'immobilier et l'hôtellerie. Les infrastructures, les produits agroalimentaires (les technologies de traitement novatrices, les serres, et les produits biologiques et leur culture) ainsi que les technologies de l'information sont par ailleurs des secteurs émergents.

CHINE

Capitale : Beijing

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
9 596 961 km²

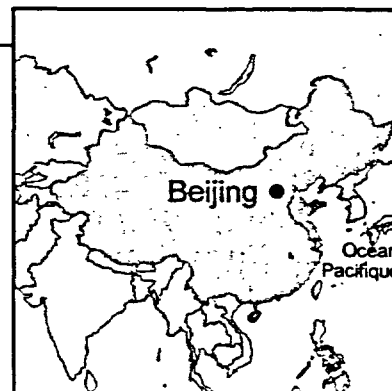
Langue principale
Mandarin

Principaux groupes religieux
Taoïstes, bouddhistes, musulmans, chrétiens

Pays environnants
Afghanistan, Bhoutan, Birmanie, Corée du Nord, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Laos, Mongolie, Népal, Pakistan, Russie, Tadjikistan, Vietnam

Population
1,3 milliard d'habitants (2003)

Taux de croissance de la population
0,6 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Congrès national du peuple; parti unique

Dirigeants
Le président Hu Jintao
Le premier ministre Wen Jiabao

Ministre des Affaires étrangères
M. Li Zhaoxing

Ministre du Commerce
M. Lu Fuyuan

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Chine se classe 104^e sur 175 pays.

Aide publique du Canada au développement
65,45 millions de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,6 billion de dollars (septembre 2003)

Taux de croissance du PIB réel
8,0 % (2002)

PIB par habitant
1 510 \$ (2002)

Principales exportations
Machines électriques et autres, vêtements tissés, vêtements tricotés, chaussures

Principales importations
Machines électriques et autres, plastique, combustibles minéraux, fer et acier

Importations canadiennes en provenance de la Chine
16 milliards de dollars (2002), principalement en machines électriques, machines, jouets, articles de sport, meubles, vêtements tissés

Exportations canadiennes vers la Chine
4,1 milliards de dollars (2002), principalement en pâte de bois, pièces automobiles, engrais, produits chimiques organiques

Représentant du Canada

M. Joseph Caron, Ambassadeur, Ambassade du Canada

19 Dongzhimenwai Dajie, District de Chaoyang, Beijing 100600, Chine

Téléphone : (011-86-10) 6532-3536; télécopieur : (011-86-10) 6532-5033; site Web : www.canada.org.cn

Décembre 2003

HONG KONG (CHINE)

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
1 097 km²

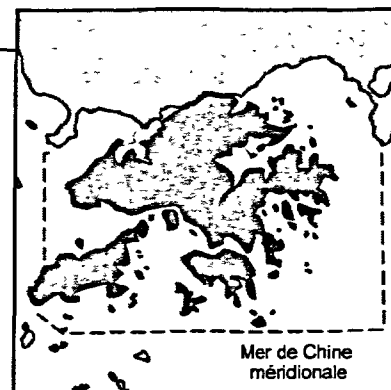
Langues principales
Anglais, cantonnais

Principaux groupes religieux
Chrétiens, bouddhistes, confucianistes, taoïstes

Région avoisinante
Province de Guangdong (Chine)

Population
6,8 millions d'habitants
(est. 2002)

Taux de croissance de la population
0,9 % (2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Région administrative spéciale de Hong Kong, de la République populaire de Chine

Autorité législative
Conseil législatif

Dirigeants
Le président de la République populaire de Chine, M. Hu Jintao
Le chef de l'exécutif pour la Région administrative spéciale de Hong Kong, M. Tung Chee-Hwa

Secrétaire du Commerce, de l'Industrie et de la Technologie de Hong Kong
M. Henry Tang Ying-Yen

Indice du développement humain de l'ONU (2003)
La Région administrative spéciale de Hong Kong se classe 26^e sur 175 économies.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
253,6 milliards de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB réel
2,3 % (2002)

PIB par habitant
37 370 \$ (2002)

Principales exportations
Machines électriques et autres, jouets et articles de sport, vêtements tricotés, plastique

Principales importations
Machines électriques et autres, plastique, vêtements tricotés, pierres précieuses et métaux, jouets et articles de sport

Importations canadiennes en provenance de Hong Kong
996 millions de dollars (2002), principalement en vêtements tricotés et tissés, machines électriques et autres

Exportations canadiennes vers Hong Kong
1,2 milliard de dollars (2002), principalement en produits des technologies de l'information et de la communication, nickel, fruits de mer, fourrures, grains, graines de semence et fruits

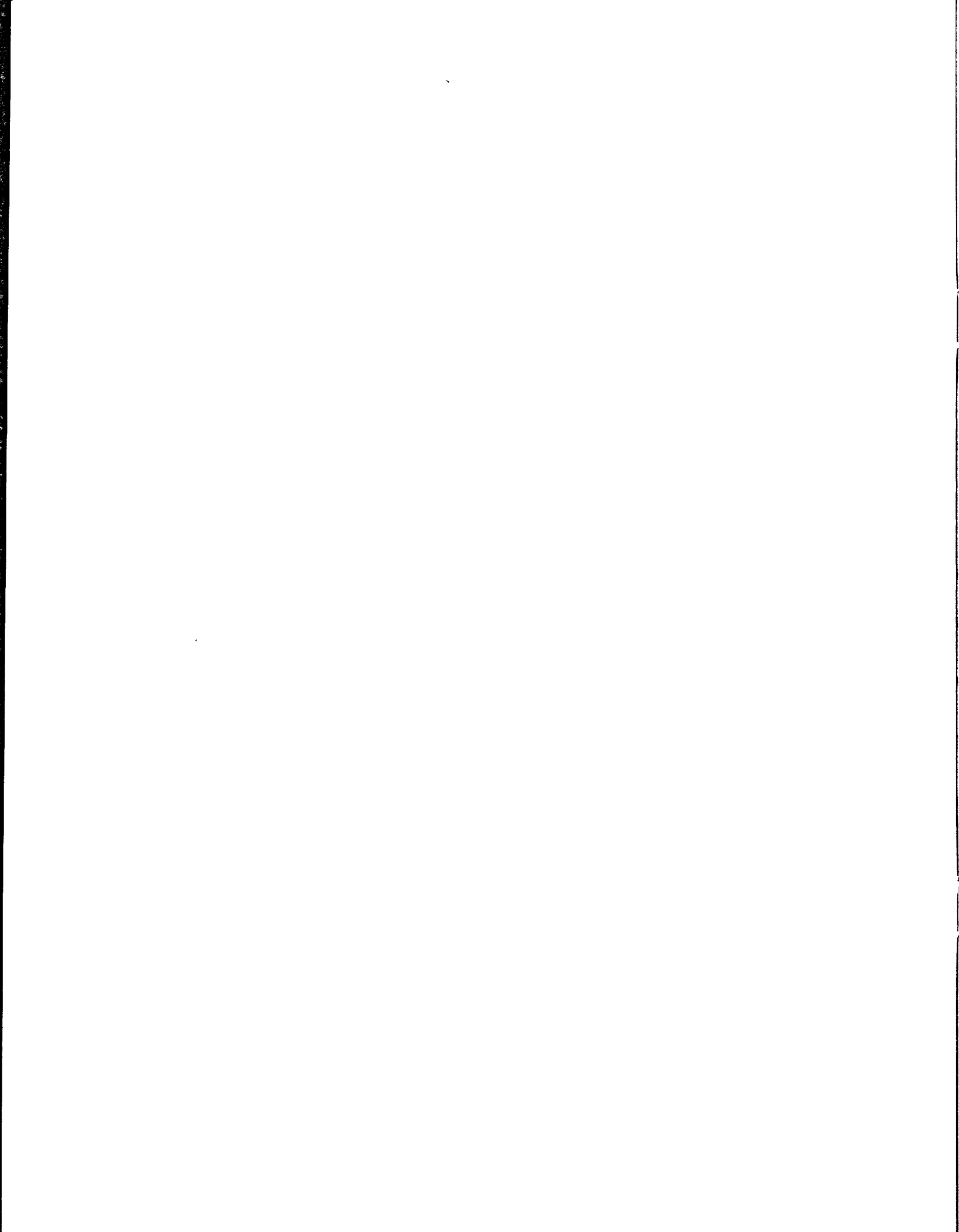
Représentant du Canada

M. Anthony Burger, Consul général, Consulat général du Canada
11-14th Floors, Tower I, Exchange Square, Central, Hong Kong

Téléphone : (011-852) 2847-7562; télécopieur : (011-852) 2848-7561; sites Web : www.hongkong.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/hk

Décembre 2003

Notices biographiques



Le premier ministre de la Chine, M. Wen Jiabao

M. Wen Jiabao est né en septembre 1942 à Tianjin. Il obtient une maîtrise de l'Institut de géologie de Beijing.

M. Wen travaille par la suite dans le nord-ouest de la Chine pendant 15 ans pour le Bureau provincial de géologie de Gansu. En 1982, il est nommé au ministère de la Géologie et des Ressources minérales, à Beijing, dont il devient plus tard le vice-ministre.

En 1985, M. Wen est nommé directeur adjoint de la direction générale du Comité central du Parti communiste chinois. À partir de 1992, il assume les fonctions de secrétaire du Groupe directeur des affaires financières et économiques du Comité central du Parti.

En 1997, M. Wen devient membre de plein droit du Bureau politique du Comité central, puis, en novembre 2002, membre du Comité permanent du Bureau politique. Pendant les cinq années où il sert comme vice-premier ministre, il assume la surveillance des secteurs de l'agriculture, des régions rurales, de la planification du développement et des finances.

M. Wen est nommé premier ministre de la Chine en mars 2003 à l'occasion de la X^e Assemblée populaire nationale.

M. Wen et sa femme ont deux enfants.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Li Zhaoxing

M. Li Zhaoxing est né dans la province de Shandong en octobre 1940. En 1964, il obtient un diplôme en littérature anglaise et en linguistique de l'Université de Beijing, avant de poursuivre des études supérieures à l'Institut des langues étrangères de Beijing, jusqu'en 1967.

M. Li entre en 1970 au ministère des Affaires étrangères de la Chine, où il sert d'abord à l'ambassade de Chine au Kenya pendant sept ans. Il est ensuite tour à tour directeur adjoint puis directeur général des Services d'information et porte-parole du Ministère, ayant entre les deux postes été premier secrétaire à l'ambassade de Chine au Lesotho.

M. Li est ensuite ministre adjoint aux Affaires étrangères, puis en 1993 est nommé ambassadeur aux Nations unies. De retour en Chine en 1995, il assume les fonctions de vice-ministre jusqu'en 1998, année de sa nomination comme ambassadeur aux États-Unis. Il revient en Chine en 2001 pour reprendre le poste de vice-ministre.

M. Li est nommé ministre des Affaires étrangères en mars 2003.

M. Li est marié et a un enfant.

**Le ministre responsable de la Commission du
développement national et de la réforme,
M. Ma Kai**

M. Ma Kai est né à Xingxian (Shanxi) en juin 1946. En 1982, il obtient une maîtrise en économie politique de l'Université du Peuple, à Beijing.

En 1982, M. Ma se joint au Bureau national du contrôle des prix en tant qu'économiste. Il en devient le directeur en 1995. Après avoir été vice-ministre de la Commission nationale de la planification, il est nommé en 1998 directeur général adjoint du Conseil d'État.

M. Ma assume les fonctions de ministre responsable de la Commission du développement national et de la réforme depuis mars 2003.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il se joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien est élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il est nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il devient ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien se voit confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien, Industrie et Commerce, Finances, Justice, Énergie, Mines et Ressources. Il est président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux forment l'Opposition officielle, dont M. Chrétien devient le porte-parole pour les affaires étrangères. Il quitte la scène politique en 1986. Jusqu'en 1990, il pratique le droit au sein du cabinet Lang Michener, Lawrence & Shaw. Il est aussi conseiller principal auprès de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien reprend les activités politiques et est choisi chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il prête serment à titre de chef de l'Opposition.

M. Chrétien devient premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de 2000, il est réélu député de Saint-Maurice, menant chaque fois son parti à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

doc
CA1
EA
2003V38
EXF

.b3701347 (E)
.b3701359 (F)



**Visit to Canada
by
Wen Jiabao
Premier of China**

December 10-12, 2003

Background Information

Canada



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Canada-China Relations 7
- Canada-China Trade and Investment 14
- China (fact sheet) 18
- Hong Kong, China (fact sheet) 19

Biographies

- Wen Jiabao, Premier of China 23
- Li Zhaoxing, Minister of Foreign Affairs 24
- Ma Kai, Minister of the National Development and Reform Commission 25

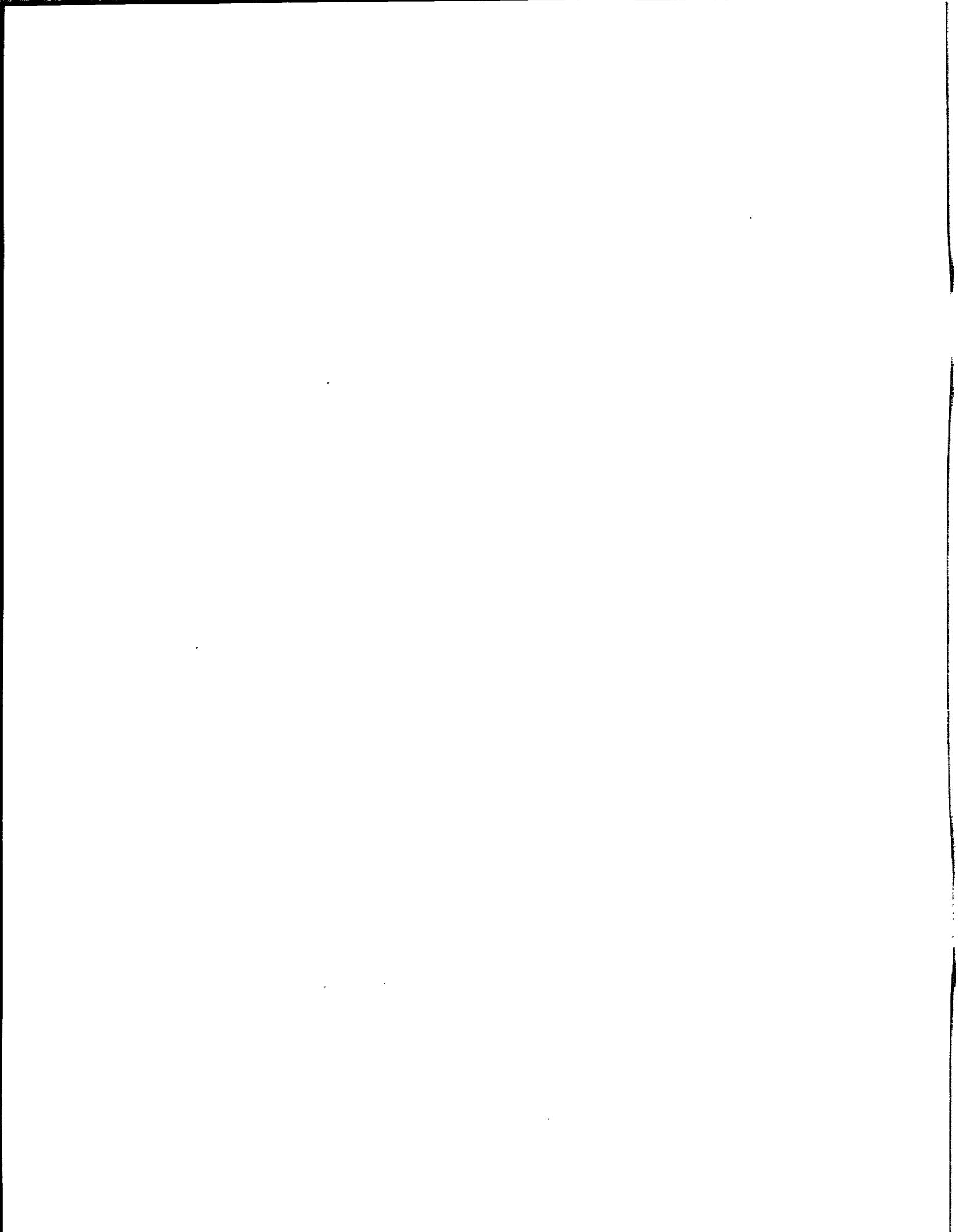
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 26

16 38 70 23 (ce) b3701347
 16 38 70 24 (ce) b3701359

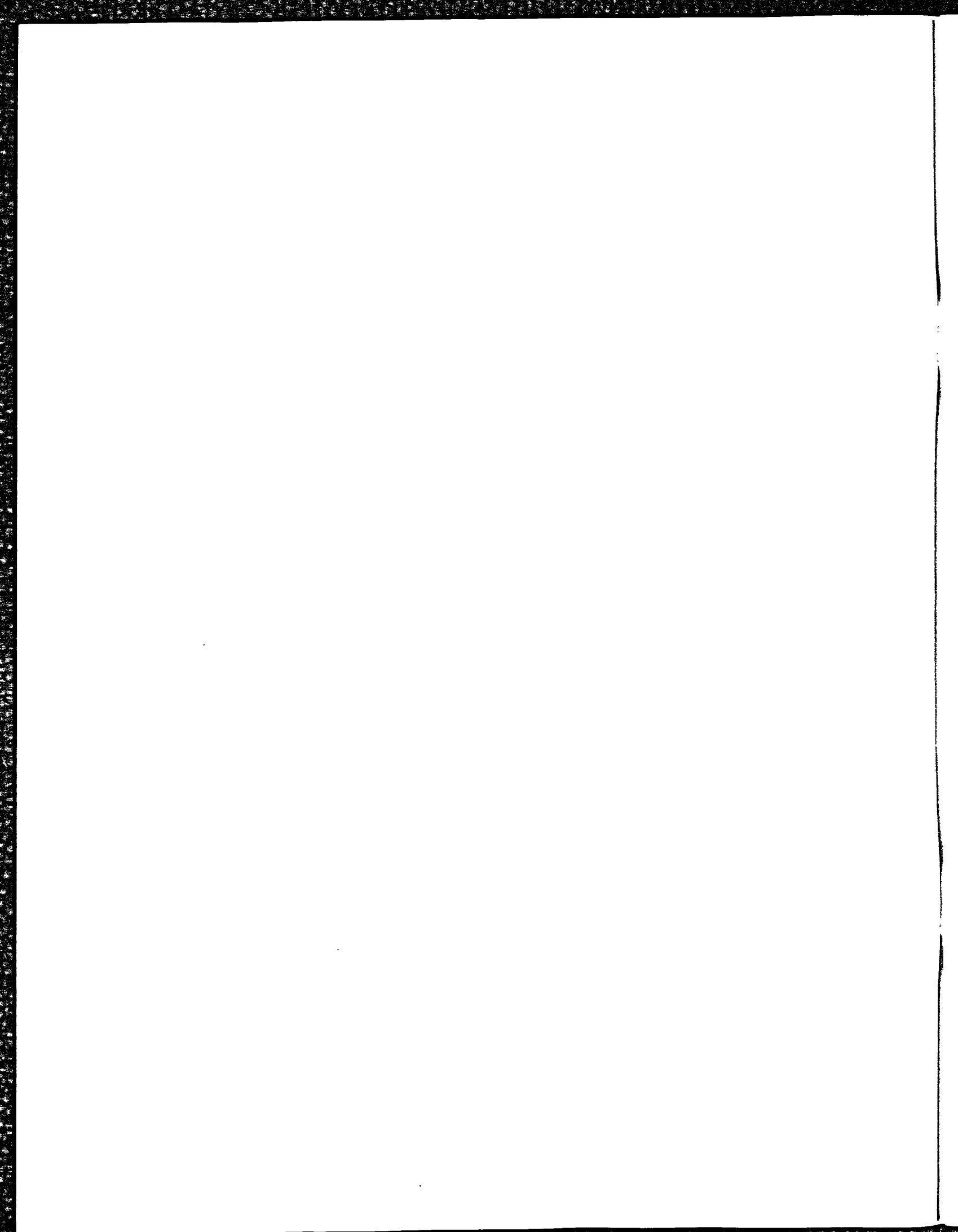
Dept. of Foreign Affairs
 Min. des Affaires étrangères

 JUL 6 2004

 Return to Departmental Library
 Retourner à la bibliothèque du Ministère



General Information



Canada-China Relations

- Canada and China established diplomatic relations in 1970. In October 1973, Pierre Elliott Trudeau was the first Canadian Prime Minister to officially visit China.
- Led by Prime Minister Jean Chrétien, the 2001 and 1994 Team Canada trade missions to China have strengthened ties between the countries and set the stage for numerous visits by high-ranking officials. Since 1994, Canadian and Chinese ministers, Canadian provincial leaders, and Chinese governors have made several visits to each other's country every year.
- During Prime Minister Chrétien's sixth visit to China, in October 2003, both countries announced new initiatives to enhance co-operation on the environment, education, legislative practices, health, and agriculture. In 2003, there have been several visits, including visits by Canada's Defence and Environment ministers in September, the Foreign Affairs Minister in June, and the Minister for International Co-operation in January. In August 2002, the Secretary of State (Asia-Pacific) led a "junior" Team Canada trade mission to China and visited again the same year.
- President Jiang Zemin paid a state visit to Canada in 1997 following the APEC meeting in Vancouver. Premier Zhu Rongji visited Canada in 1999. China's Commerce Minister visited in July 2003 and the Chief Justice of the Supreme People's Court led a delegation to Canada in 2003. These followed visits by the Chinese ministers of Civil Affairs and Defence in 2002.
- In 1999, China's Minister of Foreign Trade and Economic Co-operation visited Canada to sign the Canada-China agreement on China's joining the World Trade Organization and to attend the Canada-China Business Council annual general meeting in Toronto. The Chief Executive of the Hong Kong Special Administrative Region visited Canada in 2000.
- Canada and China share an interest in global and regional peace and security, both as Pacific countries and as members of the United Nations and the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) Regional Forum. Both countries continue to discuss the international campaign against terrorism, as well as arms control and non-proliferation, landmines, disarmament, peacekeeping, the Korean peninsula, and other regional security issues.

- Canada supports China's continued economic reform and transition to a market-based economy. Development of a solid infrastructure and transparent legislation and regulations are key factors in the transition.
- Canada was a strong supporter of China's membership in the World Trade Organization. Canada's 1999 market access agreement with China took effect in 2001 when China joined the organization. The agreement commits China to lower tariffs for Canadian goods and increased access to Chinese markets for Canadian service providers. Several projects sponsored by the Canadian International Development Agency are providing Chinese policy makers with advice on managing the transition to an open, rules-based economic system.

Environment and sustainable development co-operation

- A priority for Canada is greater environmental co-operation with China. During the Prime Minister's October 2003 trip to China, he signed a joint statement on strengthening dialogue and co-operation on climate change.
- During a 1998 visit to China, the Prime Minister signed a framework statement on continuing joint environmental co-operation into the 21st century. The 1998 statement provides the mechanisms for Canada and China to jointly promote stronger ties between institutions and to work together in such areas as energy efficiency, alternative fuels and clean energy, flood prevention, and water conservation.
- The framework statement was the basis of an environmental action plan signed by the Premier of China during his visit to Canada in 1999. As part of the action plan, a newly formed Canada-China joint committee on environmental co-operation held its first two meetings in Vancouver, in 2000 and 2002.
- During a visit to China and the Hong Kong Special Administrative Region in September 2003, Canada's Environment Minister discussed environmental co-operation and sustainable development with senior officials. The minister also renewed memorandums of understanding on environmental co-operation with China's State Environmental Protection Administration and with Hong Kong's Environmental Protection Department.
- Several programs sponsored by CIDA, Environment Canada, other federal departments, and the private sector support Chinese initiatives for better environmental laws and protection planning. Areas of co-operation include:
 - cleaner production;

- water conservation, pollution abatement, river basin management and flood control;
 - natural resources management, including sustainable agriculture and forestry;
 - hazardous and solid waste management;
 - application of the Montreal Protocol to lessen ozone depletion;
 - nature reserves and biodiversity;
 - energy conservation and efficiency;
 - reduction in the adverse effects of climate change.
- Canada provides direct support to the China Council for International Co-operation on Environment and Development, a Chinese environmental policy body.

Human rights, good governance and the rule of law

- China's human rights record continues to be a concern for the Canadian government and for Canadians. The Canada-China Joint Committee on Human Rights provides a forum for examining human rights problems in detail and for working on the development of good governance, the rule of law, and an active civil society in China. The committee held its seventh meeting in Ottawa, in October 2003.
- Canada and China also work together on human rights through the Plurilateral Human Rights Symposium, which provides an opportunity for participating countries, primarily from the Asia-Pacific region, to discuss a range of human rights issues. The first conference, in Beijing in 1998, marked the first time that China co-hosted a human rights event involving several countries. Additional symposiums co-hosted by Canada, China, and Norway were held in China, Thailand, and Indonesia. The latter took place in March 2003. Issues at these meetings included human rights treaties, labour rights, human rights, and the police and minority rights.
- During their visits to China, the Prime Minister, the Minister of Foreign Affairs, and the Secretary of State (Asia-Pacific) each raised questions about human rights and good governance with Chinese authorities.
- A Chinese delegation, led by the Director General of the State Administration for Religious Affairs, visited Canada in February 2003. This followed up a Canadian ecumenical delegation to China in 1999.

Led by Senator Lois Wilson, a minister and former moderator of the United Church of Canada, the seven-member group discussed religious freedom with the Chinese.

- A visit to China in 2000 by the Chief Justice of the Supreme Court of Canada highlighted the 15th anniversary of Canadian efforts to help China carry out legal reforms and set up a new legal framework.
- In partnership with federal government departments and Canadian organizations, many of CIDA's development co-operation projects focus on human rights, good governance, and democratic development. They include initiatives on the training of judges, criminal law reform, women's rights, legal aid, and the development of civil society.

Immigration

- Chinese immigration to Canada started over a century ago. Since then, almost one million ethnic Chinese have emigrated to Canada. China, including the Hong Kong Special Administrative Region, is Canada's primary source of immigrants, with 33,248 landings in 2002. This number accounted for about 14 per cent of all immigrants to Canada in 2002.
- A high percentage of Chinese immigrants are skilled workers, such as computer specialists and engineers, with qualifications in high demand in Canada.
- Over 70 per cent of Chinese immigrants have traditionally settled in Vancouver or Toronto. Chinese is the third most widely spoken language in Canada after English and French.
- Canada is working, principally through Citizenship and Immigration Canada and the Royal Canadian Mounted Police, to achieve greater co-operation with Chinese authorities to combat human smuggling and trafficking in human beings. The Minister of Citizenship and Immigration visited China in 2000 to build co-operation in this area. Subsequent visits by the Commissioner of the RCMP took place in 2000 and 2002. During Premier Zhu's visit to Canada in 1999, a memorandum of understanding on co-operation to combat crime was signed.

Academic relations

- In 2002, China was the second largest source of foreign students in Canada. While China is taking steps to develop post-secondary education, capacity will continue to be limited for some time to come, and interest in study abroad will remain high. Canada's education links with Hong Kong

are particularly strong, with Canada being the destination of choice for an increasing number of Hong Kong students studying abroad. As well, Hong Kong is home to at least 100,000 Canadian university alumni and over 20 active Canadian alumni associations.

- The Canada-China Scholars' Exchange Program offers in-country study and research for Canadian and Chinese graduate students and faculty members. Since exchanges started in 1973, more than 750 scholars from both countries have taken part. A memorandum of understanding to renew and modernize this program was signed during the Prime Minister's October 2003 visit. Hong Kong and Canadian universities have over 30 co-operative programs involving students and faculty in research and exchange visits. In 1991, a Canadian international school was established in Hong Kong. It now provides schooling to nearly 1,400 children, with instruction based on Canadian curriculums.
- Since the early 1980s, CIDA has supported links that provide a strong, ongoing basis for academic work and people-to-people contact between Canadian and Chinese universities and colleges. Self-funded programs are also on the rise.
- Since 1998, the Canadian Education Centre Network, a wholly owned subsidiary of the Asia-Pacific Foundation of Canada, has operated an office in Beijing to promote Canadian educational and training activities.
- Several hundred scholars are teaching and doing research on Canada at 32 Canadian studies centres or programs in universities, colleges and advanced research institutions throughout China. These centres belong to the 200-member Association for Canadian Studies in China, which promotes cultural and academic exchanges and increases awareness of Canada. Other Canadian-funded initiatives aimed at developing Canadian studies in China include a library support program and grants for research and publishing.

Development co-operation

- Canada's primary development assistance organization, the Canadian International Development Agency, began building relationships with the Chinese government in 1981. A general co-operation agreement between the two countries was signed in 1983. Poverty reduction is the main focus of the CIDA program in China, and gender equity is an important underlying theme.
- CIDA's three key programming priorities in China are to support economic reform and economic co-operation, to promote environmental sustainability, and to encourage improvement in human rights, democratic

development and good governance. In October 2003, CIDA and the Chinese Ministry of Commerce signed a letter of intent to increase co-operation in legislative development, health, agriculture, and the environment.

- CIDA provides more development aid to China than to any other country in the world.
- CIDA's disbursements for the government-to-government program (the core of Canada's development co-operation in China) amounted to \$65.45 million in 2001-2. Canadian aid also includes projects carried out by Canadian non-profit and private sector groups, as well as by the International Development Research Centre. Canada also contributes to the work of multilateral agencies in China, such as the United Nations Development Program, UNICEF, and the World Health Organization.
- Examples of current Canadian-sponsored development projects in China include:
 - **Canada-China Co-operation Project in Cleaner Production (\$10.5 million, from 1996-2003).** This project responds to China's severe environmental degradation and heavy industrial pollution problems linked to outdated industrial infrastructure, outmoded management practices, and production techniques. The project has contributed to improved industrial practices and new, cleaner production legislation.
 - **Sustainable Agriculture Development in the Inner Mongolia Autonomous Region (\$3.5 million, from 2000-2005).** This project's four sites in the grasslands of Inner Mongolia demonstrate sustainable agricultural development methods and emphasize training-for-trainers in the latest technology to do with ploughing, animal feed, grazing, and community education and research programs.
 - **Public Policy Options Program, Phases I & II (\$10.5 million, from 1996-2004).** This program helps key Chinese institutions undertake policy reform and development by providing Chinese policy makers access to specialists in Canadian institutions and private firms. Projects include developing a national legal aid system and reforming the judicial system.

- **The China Council for International Co-operation on Environment and Development, Phase II & III (14.9 million, from 1997-2007).** This council, co-chaired by the Chinese Vice-Premier, helps China develop integrated policies that recognize the critical link between environmental sustainability and economic and social development.

Hong Kong

- In 1997, China resumed sovereignty over Hong Kong, which became a Special Administrative Region under a “one country, two systems” formula, thereby ending 156 years of British rule. Under this system, Hong Kong will retain its free enterprise system and way of life for 50 years, until 2047. With the exception of defence and foreign relations, Hong Kong has the authority to run its own affairs without interference from Chinese authorities. Nonetheless, its economic and political future continues to be closely linked to that of the Chinese mainland. Hong Kong officials and business people continue to have strong connections to and a keen understanding of the commercial and political dynamics on the mainland. Canada supports preserving Hong Kong’s distinct status and looks forward to the further development of democratic institutions in the region.
- Canada has social, political and trade interests in Hong Kong and has supported and initiated efforts to sustain confidence in Hong Kong’s future. Canadians began arriving in Hong Kong as traders and missionaries in the mid-19th century. Today the Canadian community in Hong Kong has grown to about 200,000, making it the largest Canadian community in Asia.
- During the Second World War, some 550 Canadian soldiers lost their lives in the defence of Hong Kong. This sacrifice is commemorated annually in a memorial service. In 2000, surviving veterans and their families undertook a pilgrimage there.
- Prime Minister Chrétien signed four agreements and initiatives between Canada and the Hong Kong Special Administrative Region during the 2001 Team Canada visit, including a memorandum of understanding on film and television co-production, a memorandum of understanding for the promotion and development of Internet learning programs and applications, an agreement on mutual legal assistance in criminal matters, and a workplan on environmental collaboration.

Canada-China Trade and Investment

- China is the fastest growing major economy in the world today. Since 1961 when Canada made its first wheat sale to China, and particularly after 1978 when China launched its reform program, two-way trade has expanded rapidly. Trade with China, which more than doubled between 1991 and 1997, involves a broad cross-section of Canada's economy and ranges from resources and agriculture to software and biotechnology. Over 400 Canadian companies now have a permanent presence in China, more than double the number in 1995.
- The Canada-China Business Council is an integral part of efforts to expand Canada-China trade and investment ties. The council is a private sector, non-profit membership organization that was incorporated in 1978.
- The 2001 and 1994 Team Canada trade missions to China, led by Prime Minister Chrétien and involving hundreds of Canadian companies, stimulated trade and fostered partnerships that continue to flourish.
- Export Development Canada maintains an office in Beijing to support Canadian exporters. It is a key partner for Canadian businesses in the highly competitive Chinese market.
- Canadian trade policy and export promotion activities are conducted through four regional missions in China. These include the Canadian embassy in Beijing, consulates general in Guangzhou and Shanghai, and a consulate in Chongqing. The consulate general located in the Special Administrative Region of Hong Kong is closely aligned with Canadian trade promotion activities in China. Through a Canadian government partnership with the Canada-China Business Council, export-ready Canadian companies can receive export assistance in the regional centres of Qingdao, Chengdu, Shenzhen, and Shenyang.
- As a new member of the WTO, China is bound to international rules governing trade relations. The result is improved access to Chinese markets in nearly every sector, particularly financial services and agriculture. Within the WTO framework, Canada is co-operating with China to continue expanding the rate at which it dismantles barriers to trade.
- China (not including Hong Kong) is Canada's third largest national trading partner — after the United States and Japan. It is Canada's fourth largest export market — after the United States, Japan and the United Kingdom. China became Canada's second largest import market in 2002, displacing Japan, which has long held the position.

- In 2002, Canada ranked 15th among China's sources of imports and 13th in terms of China's export destinations.
- Canada's exports of goods and services to China during the first nine months of 2003 were worth \$3.35 billion, an increase of 13.7 per cent over the same period in 2002. Canada's imports of goods and services from China during the first nine months of 2003 totalled \$13.58 billion, up 18.6 per cent over the same period in 2002.
- The value of Canadian goods exported to China grew from \$2.7 billion in 1999 to about \$4 billion in 2002. The items have become increasingly diversified. The top four export categories, wood pulp, auto parts, fertilizers, and organic chemicals, made up 46 per cent of Canada's total exports to China. Auto parts displaced the grain, seed, and fruit category to become Canada's second largest export to China in 2002. Globally, Canada is the 14th largest exporter of goods to China.
- The value of Canadian services exported to China in 2001 was \$757 million. The average annual growth rate was 11 per cent between 1998 and 2001. Globally, Canada is the 12th largest exporter of services to China.
- Canadian imports of Chinese goods totalled about \$16 billion in 2002 and were mainly electrical machinery, machinery, toys and sports equipment, furniture and woven apparel. Although most Canadian imports from China still come from light manufacturing industries, there has been a shift since 1995 to higher-value-added goods, including consumer electronics and telecommunications equipment.
- Canadian foreign direct investment in China reached \$667 million in 2002, up from \$587 million in 2001. The average annual growth rate from 1997 to 2002 was 12.6 per cent. This investment ranges over such key sectors as aerospace, biotechnology, education, finance, information technology, manufacturing, and natural resources. To date, most Canadian investment is concentrated in the coastal regions of China.
- Chinese foreign direct investment in Canada reached \$224 million in 2002, up from \$217 million in 2001. This trend is likely to continue, given China's commercial expansion and support by the Chinese government.

Hong Kong

- Following China's resumption of sovereignty over Hong Kong in 1997, Hong Kong remains a separate customs territory and preserves its independent membership in the World Trade Organization and the Asia-Pacific Economic Cooperation forum, but under the name Hong Kong, China. It also maintains its own financial system and monetary and financial policies. This includes issuing Hong Kong currency, which is currently pegged to the U.S. dollar. Hong Kong is China's largest port.
- In 2002, Canada-Hong Kong two-way trade declined \$267 million (12 per cent) to \$2.2 billion, mostly due to a significant drop in Hong Kong exports to Canada. The decrease is largely the result of China's ongoing trade liberalization and its new membership in the World Trade Organization, both of which have weakened Hong Kong's traditional role as a commercial centre for China. Hong Kong's position as a trading partner with Canada has gradually decreased from 14th place in 2000 to 18th place in 2002.
- In 2002, Canada ranked 19th among Hong Kong's sources of imports and 10th in terms of Hong Kong's export destinations.
- In 2002, Canada's exports to Hong Kong were valued at \$1.2 billion. The top exports were information and communications technology products, nickel, and seafood. While significant commercial opportunities exist to supply Hong Kong's local market, the Special Administrative Region remains an important door to China, where an estimated 40 per cent of Canadian exports end up.
- In 2002, Canada's imports from Hong Kong were valued at \$996 million. Knit and woven apparel, electrical machinery and machinery accounted for about 63 per cent of imports. Although most imports still come from light manufacturing industries, imports of higher-value-added goods such as consumer electronics and telecommunications equipment are growing.
- Canadian telecommunication firms, insurance companies, business service firms and banks are well represented in Hong Kong. The city is home to the largest Canadian business community in Asia, with over 150 local or regional Canadian corporate offices located there. The Canadian Chamber of Commerce in Hong Kong has more than 760 members, making it the largest chamber outside Canada. As a major financial centre, Hong Kong is a key gateway for Canadian companies, including small and medium-sized enterprises doing business in China.

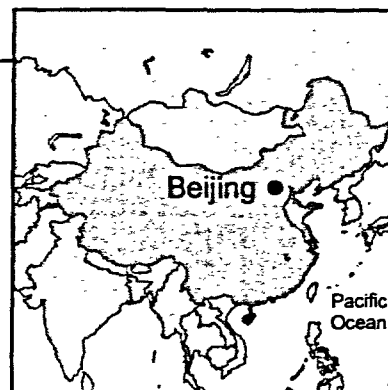
- Canadian foreign direct investment in Hong Kong reached \$2.81 billion in 2002. Canadian banks and life insurance companies are the principal players, holding some 70 per cent of investments.
- Hong Kong foreign direct investment in Canada, which is growing rapidly, reached \$4.9 billion in 2002, an increase of 28.3 per cent over the previous year. The eighth largest source of investment in Canada, Hong Kong is involved in a variety of sectors, including electronics, textiles, telecommunications, plastics, oil and gas, shipping, real estate, and hotels. Emerging sectors include infrastructure, agri-food (innovative processing technology, greenhouses, organic farming and products), and information technologies.

CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area 9,596,961 km ²	Population 1.3 billion (2003)
Major language Mandarin	Population growth rate 0.6% (2002)
Major religious groups Taoist, Buddhist, Muslim, Christian	
Surrounding countries Afghanistan, Bhutan, Burma, India, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Laos, Mongolia, Nepal, North Korea, Pakistan, Russia, Tajikistan, Vietnam	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Commerce Lu Fuyuan
National legislature Single chamber: National People's Congress; one party	UN Human Development Index (2003) China ranks 104th among 175 countries
Leaders President Hu Jintao Premier Wen Jiabao	Canadian official development assistance \$65.45 million (2001-2)
Minister of Foreign Affairs Li Zhaoxing	

ECONOMIC DATA

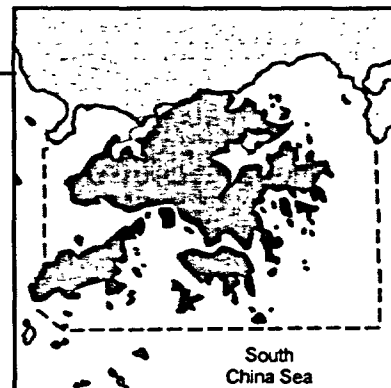
GDP \$1.6 trillion (September 2003)	Inflation rate -0.8% (2002)
Real GDP growth rate 8% (2002)	Unemployment rate 4% (urban rate 2002)
GDP per capita \$1,510 (2002)	
Main exports Electrical machinery, other machinery, woven apparel, knit apparel, footwear	
Main imports Electrical machinery, other machinery, plastic, mineral fuel, iron and steel	
Canadian imports from China \$16 billion (2002), including electrical machinery, machinery, toys, sports equipment, furniture, woven apparel	
Canadian exports to China \$4.1 billion (2002), including wood pulp, auto parts, fertilizers, organic chemicals	

Canadian Representative
Joseph Caron, Ambassador, The Canadian Embassy
19 Dongzhimenwai Dajie, Chaoyang District, Beijing 100600, China
Phone: (011-86-10) 6532-3536, Fax: (011-86-10) 6532-5033, Website: www.canada.org.cn

HONG KONG, CHINA

GEODATA

Area 1,097 km ²	Population 6.8 million (2002 est.)
Major languages English, Cantonese	Population growth rate 0.9% (2002)
Major religious groups Christian, Buddhist, Confucian, Taoist	
Surrounding region Guangdong province (China)	



POLITICAL DATA

Type of government The Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China	Secretary for Commerce, Industry and Technology of Hong Kong Henry Tang Ying-Yen
Legislature Legislative Council	UN Human Development Index (2003) The Hong Kong Special Administrative Region ranks 26th among 175 economies
Leaders President of the People's Republic of China: Hu Jintao Chief Executive of the Hong Kong Special Administrative Region: Tung Chee-Hwa	

ECONOMIC DATA

GDP \$253.6 billion (2002)	Inflation rate -3.0% (2002)
Real GDP growth rate 2.3% (2002)	Unemployment rate 7.3% (2002)
GDP per capita \$37,370 (2002)	
Main exports Electrical machinery, machinery, toys and sports equipment, knit apparel, plastic	
Main imports Electrical machinery, machinery, plastic, knit apparel, precious stones and metals, toys and sports equipment	
Canadian imports from Hong Kong \$996 million (2002), including knit and woven apparel, electrical machinery, machinery	
Canadian exports to Hong Kong \$1.2 billion (2002), including information and communications technology products, nickel, seafood	

Canadian Representative

Anthony Burger, Consul General, Consulate General of Canada
11-14th floors, Tower I, Exchange Square, Central, Hong Kong

Phone: (011-852) 2847-7562, Fax: (011-852) 2848-7561, Websites: www.hongkong.gc.ca, www.infoexport.gc.ca/hk

December 2003

Biographies

Wen Jiabao

Premier of China

Wen Jiabao was born in September 1942 in Tianjin. He graduated from the Beijing Institute of Geology with a master's degree.

Mr. Wen worked in northwest China for 15 years with the Gansu Provincial Geological Bureau. In 1982, he was transferred to the Ministry of Geology and Mineral Resources in Beijing, where he later became its vice-minister.

In 1985, Mr. Wen was appointed deputy director of the General Office of the Communist Party of China's Central Committee, and he served as secretary of the Financial and Economic Leading Group of the Central Committee in 1992.

In 1997, Mr. Wen became a full member of the Central Committee's Political Bureau and was appointed to the Political Bureau's Standing Committee in November 2002.

Mr. Wen served for five years as a Vice-Premier, where he oversaw work related to agriculture, rural areas, development planning, and finance.

Mr. Wen was appointed Premier of China in March 2003 during the 10th National People's Congress.

Mr. Wen and his wife have two children.

Li Zhaoxing

Minister of Foreign Affairs

Li Zhaoxing was born in Shandong province in October 1940. He graduated from Beijing University in 1964 with a degree in British literature and linguistics. He continued his studies until 1967, attending the Beijing Institute of Foreign Languages.

Mr. Li joined China's Ministry of Foreign Affairs in 1970 and served for seven years with the Chinese embassy in Kenya. He was deputy division chief for the ministry's Information Department before taking a posting as first secretary with the Chinese embassy in Lesotho. He later became director general of the Information Department and spokesman for the foreign ministry.

Mr. Li was named ambassador to the United Nations in 1993 after having worked as an assistant minister. He returned to China in 1995 to hold the post of vice-minister of Foreign Affairs for three years. In 1998, Mr. Li became China's ambassador to the United States, returning to the post of vice-minister of Foreign Affairs in 2001.

Mr. Li was appointed Minister of Foreign Affairs in March 2003.

Mr. Li is married and has one child.

Ma Kai
Minister of the National Development and
Reform Commission

Ma Kai was born in Xingxian, in Shanxi province, in June 1946. He received a master's degree in political economics in 1982 from the People's University of China, in Beijing.

An economic theorist, Mr. Ma joined the State Commodity Pricing Bureau in 1982 and was named director in 1995.

He has been vice-minister of the State Planning Commission and, in 1998, took on the post of deputy director general of the State Council.

Mr. Kai became Minister of the National Development and Reform Commission, a newly created body, in March 2003.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.